Huit ans de prison pour Cerón

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1000>

DOI : 10.4000/bhce.1000

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 231-232

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Huit ans de prison pour Cerón », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1000>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Huit ans de prison pour Cerón

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Huit ans de prison pour Cerón », *Revue Esprit*, n° 281, février 1960, p. 302-304.

- 1 Trois ans de prison n'étaient pas suffisants. D'ailleurs M. Julio Cerón n'était pas radié du corps diplomatique et d'autres catholiques de gauche, tels que M. Rincón « risquaient » de retrouver tout de suite la liberté. On estima donc dans les hautes sphères du pouvoir franquiste qu'il fallait réviser la sentence du Conseil de Guerre du 9 novembre contre M. Julio Cerón et ses amis¹.
- 2 Le 23 décembre, 24 heures après le départ du président Eisenhower venu prêcher « la paix dans la liberté », Julio Cerón et ses amis étaient traduits devant le Conseil suprême de Justice militaire, et accusés de « rébellion militaire » par le procureur, le colonel Rafael Díaz de Llanos. Voici le curieux raisonnement de ce monsieur :

Il existe un délit de rébellion armée qui suppose la désobéissance collective aux organismes centraux de l'État et le soulèvement en armes contre ce dernier. Mais, de quelles armes s'agit-il ? La loi ne le dit pas. Il est donc indiscutable qu'il s'agit également des armes guerrières et des armes dialectiques. Surtout lorsque celles-ci sont beaucoup plus dangereuses pour l'État que celles-là. Qui pourra mettre en doute que, parfois, un tract a plus de pouvoir destructeur qu'un fusil, un appareil de télévision plus qu'une mitrailleuse ?

La guerre permanente entre l'Espagne et le communisme, dit le procureur, est un axiome qui n'a pas besoin de preuve.

Le fait d'aider le communisme est un délit d'aide à la rébellion. C'est le cas de la grève, car une grève ne saurait pas être pacifique. Peut-il y avoir des grèves pacifiques ? s'écria le colonel Diaz de Llanos.
- 3 M. José Maria Gil Robles, ancien dirigeant de la CEDA (Confédération Espagnole des Droites Autonomes), ancien ministre des gouvernements de droite de la République en 1934-35, défenseur de M. Julio Cerón, n'eut pas trop de peine à démolir « l'argumentation » du procureur qui, ainsi que plusieurs membres du tribunal, ne

cachait pas son énervement pendant l'heure et demie que dura le plaidoyer. M. Gil Robles déclara d'abord sa conviction de l'honorabilité de M. Julio Cerón : « Il est un homme d'honneur, un *caballero*, ce qui a été largement prouvé par son comportement avant, durant et après le procès ».

- 4 M. Gil Robles démontra facilement que M. Cerón n'avait pas eu de relations avec des communistes. Bien au contraire ; ses qualités de chrétien et de démocrate sont encore une preuve de son éloignement du communisme. En expliquant le comportement de M. Cerón et de ses amis, les semaines précédant le 18 juin, M. Gil Robles dut faire des appréciations politiques d'ordre général, comme celle-ci :

Naturellement, M. Cerón et ses amis ont été obligés de diffuser clandestinement leurs écrits, parce que il n'y a pas de moyen légal pour exprimer un désaccord sur une question politique.

- 5 Il volatilisait, en la qualifiant de grotesque, l'analogie entre la plume et le fusil comme arme de rébellion. Et l'affirmation de l'état de guerre contre l'Espagne et le communisme lui fit dire :

Comment est-il possible qu'on parle ainsi vingt ans après la fin de la guerre ? Mais, ne nous dit-on pas chaque jour que l'Espagne vit en paix, qu'elle jouit d'une paix comme on n'en avait pas connue depuis longtemps ?

- 6 En ce qui concerne les relations internationales il fit état non seulement des visites de MM. Nixon et Mc. Millan en URSS, du voyage de M. Krouchtchev en Amérique, etc., « qui ne sont pas des délits de rébellion », mais aussi des relations commerciales entre l'URSS et l'Espagne par l'intermédiaire de pays tiers.

- 7 Le Conseil suprême de Justice militaire n'a rendu son verdict que le 26 décembre. Le temps pour ses membres de passer la veillée de Noël en famille, et pour Cerón et ses amis dans la prison de Carabanchel. Voici, l'étrange sentence : dans son premier attendu, le tribunal écarte le délit de rébellion militaire, mais dans le second qualifie l'action des accusés « d'opération criminelle tendant à exciter à la réalisation d'actes en vue de changer illégalement l'organisation de l'état et à remplacer le gouvernement de la Nation ». Et tout cela se réfère à l'article 163 du Code pénal ordinaire. C'est-à-dire que le Tribunal militaire écarte le délit passible du Code de Justice militaire et juge d'après la législation ordinaire pour un délit qui n'a pas été imputé aux prévenus par l'accusation. On est entièrement sur le terrain de l'arbitraire. Il ne faut pas s'étonner si M. Julio Cerón est condamné à huit ans de prison, MM. Díez Yagüe et Gómez Ovejero à six ans (au lieu de deux ans dans le premier Conseil de Guerre), M. Ortega à quatre ans (au lieu d'un an) et si tous les acquittés du 9 novembre se voient infliger des peines de trois ans à un an.

- 8 Il y a encore plus. Le Conseil suprême a décidé de renouveler les poursuites contre l'avocat et écrivain catholique M. Ignacio Fernández de Castro, le rédacteur de la revue catholique *El Ciervo* M. Juan Masana, et l'avocat de Madrid, M. Carlos Morán, appartenant à l'Association espagnole de coopération européenne.

- 9 « L'affaire Cerón » n'est pas qu'un déni de justice comme tant d'autres sous la dictature subie par l'Espagne. Elle a une signification bien plus profonde. (Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois en Espagne, le procès a été enregistré sur une bande magnétique). Le régime croit le moment arrivé de frapper durement les croyants qui ne sont plus dupes de la confusion, longtemps entretenue, entre religion et franquisme. Des ministres intégristes (plusieurs membres de « l'Opus Dei »), des généraux, certains membres de la hiérarchie qui semblent n'avoir rien compris aux dernières cent-

cinquante années de l'histoire d'Espagne, s'obstinent à exciter les rancunes et les haines. Si un jour l'évolution de l'Espagne n'est pas aussi paisible que l'opposition l'a voulu, il ne faudra pas que ceux qui approfondissent les haines aujourd'hui, gémissent hypocritement. M. Gil Robles a dit devant le Conseil de Justice militaire : « N'oubliez pas le texte biblique : On vous jugera suivant la règle dont vous usez pour juger les autres ».

NOTES

1. Cf. *Esprit*, déc. 1959, p. 737.